



Assemblée parlementaire de l'OTAN

SOUS-COMMISSION  
SUR L'AVENIR DE LA SÉCURITÉ ET DES  
CAPACITÉS DE DÉFENSE (DSCFC)

---

**RAPPORT DE MISSION**

---

**SÉOUL,  
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

**11 – 14 SEPTEMBRE 2017**

## I. INTRODUCTION

1. Du 11 au 14 septembre 2017, une délégation de la commission de la défense et de la sécurité (DSC) de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) s'est rendue à Séoul et dans la zone coréenne démilitarisée, sur fond de tensions internationales croissantes provoquées par le programme de missiles nord-coréen. Par cette visite, la mission parlementaire a voulu témoigner de la forte solidarité unissant les parlementaires des États membres de l'OTAN à leurs homologues de la République de Corée (ROK).

2. Le chef de la délégation, Xavier Pintat (France), a affirmé aux parlementaires sud-coréens que « des efforts diplomatiques ciblés et assidus [étaient] la seule voie vers une résolution des antagonismes croissants liés aux récentes provocations de Pyongyang ». Le président de l'AP-OTAN, Paolo Alli (Italie), a quant à lui jugé essentiel de trouver une solution diplomatique et pacifique à l'impasse régionale et internationale que présente le programme de missiles nord-coréen. Sa participation à la visite témoigne de l'importance accordée par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne.

3. Le rythme soutenu des essais nord-coréens portant sur de nouveaux systèmes de missiles et, plus récemment, un important essai nucléaire souterrain, ont déclenché une vague d'activités diplomatiques et de mesures défensives à travers le monde et la région. En 2017, la Corée du Nord avait déjà procédé à 15 essais de missile et fait exploser un engin nucléaire souterrain. Cette escalade sur la péninsule coréenne a des répercussions d'envergure internationale. Elle vient en outre d'être placée au premier rang des priorités de l'ONU.

4. La délégation de la sous-commission sur l'avenir de la sécurité et des capacités de défense (DSCFC) était composée de 16 parlementaires issus de 12 États membres de l'OTAN. Ces derniers ont rencontré des responsables sud-coréens des ministères de la défense et des affaires étrangères et de commissions de l'Assemblée nationale ainsi que des représentants des Forces états-uniennes en Corée du Sud. Ils ont également assisté à des réunions à l'ambassade de France, à l'Institut ASAN et auprès de dirigeants du groupe Hanwha.

## II. CONTEXTE DE LA VISITE

5. Cette visite de la DSCFC en Corée était principalement motivée par la montée des tensions en matière de sécurité, due aux avancées rapides dans les programmes de missiles balistiques et d'armement nucléaire. Les derniers essais de missiles balistiques nord-coréens accompagnés de tests nucléaires parallèles déstabilisent fortement la sécurité régionale et mondiale. Alors que Pyongyang n'avait entrepris que 17 essais de missiles et un essai nucléaire entre 1994 et 2008, il a mené à bien 70 essais de missiles et quatre essais nucléaires ces huit dernières années, dont des dizaines d'essais de missiles et un essai nucléaire en 2017. Au cours de l'été 2017, la Corée du Nord s'est félicitée de ses capacités balistiques.

6. Les derniers progrès des Nord-Coréens en matière de missiles et d'armement nucléaire ne menacent pas uniquement les partenaires de l'OTAN que sont le Japon et la Corée du Sud, mais aussi les États-Unis, le Canada et l'Europe, accessibles aux missiles à longue portée plus avancés. Avec l'aide de leurs alliés régionaux, les États-Unis travaillent donc à la mise en place d'une architecture de défense antimissile plus efficace en Asie du Nord-Est. Les Alliés cherchent également à renforcer leur coopération en matière de sécurité et rallier des soutiens politiques à la République de Corée et au Japon, qui font face à un environnement sécuritaire de plus en plus instable en Asie-Pacifique.

7. Pour le moment, la République de Corée et le Japon ne possèdent ni armement nucléaire ni missiles stratégiques. Ce sont les États-Unis qui mettent cette technologie à leur disposition via des traités de défense bilatéraux. Les deux pays sont cependant aux commandes de destroyers équipés

du système Aegis, qui permettent de partager des données et de coopérer avec l'architecture états-unienne régionale de défense antimissile balistique. Durant la première moitié de l'année 2017, les États-Unis ont mis en place le système de batteries de missiles *Terminal High Altitude Area Defense* (THAAD), capable d'intercepter des missiles de courte et moyenne portées durant leurs phases de vol initiale et terminale. Pour les gouvernements états-unien et sud-coréen, il s'agit du meilleur moyen de défendre les centres de population, les forces déployées et autres ressources dans la péninsule coréenne ainsi que sur et autour du territoire japonais.

8. Bien que le processus de décision et le calendrier de déploiement de THAAD aient fait d'abord l'objet de querelles lors de la transition politique à Séoul, le gouvernement du président Moon a décidé de mener à bien l'installation du système dans la péninsule, suite aux essais balistiques répétés de la Corée du Nord.

9. Cette dernière a procédé à un essai nucléaire très important le 3 septembre, peu avant la visite de la DSC de l'AP-OTAN.

### III. L'ASIE DU NORD-EST EN JEU ?

10. Autre raison de la visite de la DSCFC en Corée, la prise de conscience que la région est parvenue à un point d'inflexion critique. L'accord sécuritaire mis en œuvre après la seconde guerre mondiale a été facteur de paix et de stabilité, qui ont elles-mêmes permis une croissance économique et une intégration rapides. La Corée du Sud, le Japon, Taiwan et la Chine ont connu une croissance exponentielle, faisant de l'Asie du Nord-Est la zone économique la plus dynamique au monde. Comme l'ont rappelé à la délégation des intervenants des Forces états-uniennes en Corée du Sud, l'Asie du Nord-Est représente plus d'un cinquième de la production économique mondiale, 19 % du commerce mondial, et comprend quatre des 12 plus grandes puissances économiques et quatre des six plus grandes puissances militaires.

11. Plusieurs interlocuteurs ont désigné l'absence d'une organisation de sécurité multilatérale comme l'un des, ou peut-être même le, principal dilemme de l'Asie-Pacifique. Contrairement à l'Europe, les États-Unis ne sont pas parvenus à mettre en place une architecture de sécurité commune permettant d'atténuer les dilemmes de sécurité en Asie du Nord-Est. Dans *Powerplay: Origins of the U.S. Alliance System in Asia*, Victor Cha explique cela par la tyrannie de la géographie, de profondes divisions historiques et culturelles, et les défis posés par le leadership instable de certains acteurs clés d'après-guerre. Les États-Unis ont donc rassemblé leurs alliés via un contrôle militaire direct et une coopération économique et politique bilatérale, créant ce qu'on connaît aujourd'hui sous le nom d'approche « *hub and spoke* » (réseau en étoile) – où les États-Unis sont l'étoile centrale, mettant un cadre de sécurité à disposition de tous ses alliés régionaux, qui ont été discrètement dirigés. Les relations économiques, politiques et sécuritaires profondes développées par les États-Unis avec la ROK, le Japon et Taiwan depuis la fin de la seconde guerre mondiale subsistent encore à ce jour.

12. Un intervenant de l'Institut Asan des études politiques a affirmé à la délégation qu'aujourd'hui, la région avait clairement le choix entre deux voies : poursuivre sa croissance économique grâce à une coopération régionale et internationale accrue, ou s'enfoncer davantage dans les guerres commerciales, les conflits territoriaux et la course à l'armement. La seconde option semble la plus plausible, à cause du penchant des leaders politiques de la région pour les rhétoriques nationalistes et les géopolitiques révisionnistes destinées à s'attirer les faveurs de leur population. En guise d'exemple, il a cité les tendances de Shinzo Abe, Xi Jinping et Moon Jae-In à considérer l'ordre régional de sécurité et les relations de leurs pays respectifs avec les États-Unis comme aberrants et devant être réformés.

13. La montée du nationalisme et des rapports de force géopolitiques dans la région, associés à la menace présentée par la nucléarisation de la Corée du Nord, risquent de déclencher une course

incontrôlée à l'armement, ont prévenu plusieurs intervenants. Comme l'a affirmé un interlocuteur de l'Institut Asan, « Plus la Corée du Nord est proche de devenir une puissance nucléaire confirmée, plus la région sera entraînée dans une spirale de course à l'armement. [...] Le miracle de la croissance économique d'après-guerre est en jeu – nous sommes à un tournant critique et l'Asie va dans la mauvaise direction ».

#### IV. LA MENACE NORD-CORÉENNE

14. La République Populaire Démocratique de Corée (DPRK) est un régime militaire quasi autarcique et autoritaire, vivant sous le règne de la même famille depuis l'Armistice de Panmunjeom qui a divisé la péninsule coréenne en deux au niveau du 38<sup>e</sup> parallèle, en 1953. Le régime nord-coréen impose l'isolement de son État afin de se protéger des influences extérieures que sont le capitalisme, la démocratisation et tous les changements qui les accompagnent sur les plans social et politique. Pour survivre, Pyongyang fait preuve d'une franche hostilité envers la ROK et d'une hostilité diplomatique et stratégique envers les États-Unis et le Japon. Le régime reste largement dépendant du peu de soutien diplomatique, politique et économique qu'il reçoit principalement de la Chine, mais aussi de la Russie.

15. Kim Jong-Un, jeune leader inexpérimenté atteint du même syndrome de paranoïa que ses aïeux, dirige le régime avec assurance et en semant la peur. Comme l'ont affirmé les intervenants à la délégation, Kim Jong-Un accorde une importance vitale aux programmes nucléaire et balistique, face à une ROK largement supérieure à tous les niveaux. Pour assurer la survie de la DPRK, on attend du peuple nord-coréen qu'il se sacrifie pour la sécurité nationale.

16. L'armée nord-coréenne est grande et déployée à l'avant (70 % de forces terrestres et 50 % de forces aériennes et navales) : on estime qu'elle compte plus d'un million de soldats, ce qui en fait la quatrième armée au monde en termes d'effectif. La majorité de l'équipement militaire de la DPRK est héritée de l'ex-URSS ; plusieurs lance-roquettes et autres pièces d'artillerie importantes jouent un rôle clé dans son positionnement défensif vers l'avant. Les forces spéciales nord-coréennes sont les mieux équipées au sein de l'armée et les plus importantes au monde.

17. Comme l'ont noté de nombreux intervenants, l'armée de la DPRK demeure plutôt dangereuse en tant que force de combat, mais serait en peine de mener des opérations offensives en dessous du 38<sup>e</sup> parallèle. Son aspect le plus menaçant est peut-être sa capacité de mener des attaques asymétriques – au moyen de missiles, de l'envoi de forces spéciales ou même de cyberattaques – pouvant déstabiliser la péninsule et la région assez fortement.

18. Les menaces asymétriques de la DPRK sont vastes et complexes. Comme nous l'avons dit plus haut, le pays développe des installations nucléaires et des systèmes de missiles balistiques de longue portée, qui représentent une menace manifeste pour la ROK, les alliés des États-Unis dans la région, et même pour les États-Unis et le Canada. De plus, le pays est aujourd'hui connu pour posséder les plus importantes réserves d'armes chimiques au monde. Ces dernières années, il a clairement investi dans de dangereuses capacités cybernétiques ciblant activement les réseaux des prétendus ennemis du régime que sont les États-Unis, la ROK et le Japon.

19. Il est évident que la DPRK développe ses capacités asymétriques pour faire contrepoids aux forces technologiquement supérieures des États-Unis et de ses alliés régionaux. Cet équilibre des forces lui permet d'exercer une pression à l'étranger, afin d'atteindre ses objectifs stratégiques.

## V. LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS ET DES FORCES INTERNATIONALES DANS LA PÉNINSULE CORÉENNE

20. Le Général Vincent K. Brooks, commandant du commandement des Nations unies, et du commandement des forces conjointes et des Forces états-uniennes en Corée du Sud, a informé la délégation du système de commande à trois mis en place dans la péninsule coréenne. Les trois commandes ont pour lui une mission globale claire : défendre la République de Corée. Elles sont plus spécifiquement définies comme suit.

21. Le **commandement des Nations unies** (UNC) assure le respect de l'armistice et les enquêtes ; étudie la messagerie militaire avec la Corée du Nord ; et reçoit et contrôle les forces internationales envoyées par 17 nations participantes. Les États-Unis sont l'agent exécutif de l'UNC, et son autorité émane de la résolution 84 du Conseil de sécurité des Nations unies veillant au respect de l'accord d'armistice de 1953. Le **commandement des forces conjointes** (CFC) a pour tâche de défendre la ROK. En temps de guerre, il garde un contrôle opérationnel (OpCon) sur les forces états-uniennes et sud-coréennes, dans le cas où un nouveau conflit toucherait la péninsule. Les Forces états-uniennes en Corée du Sud (USFK) ont pour mission d'appuyer l'UNC et le CFC, ainsi qu'entraîner et diriger les forces américaines en Corée du Sud. L'USFK fait respecter le traité de défense mutuelle États-Unis - République de Corée de 1953 et supervise tous les exercices communs de la région.

22. Comme l'a relevé le général Brooks, la structure à trois commandements est importante, puisqu'elle met l'accent sur l'aspect multinational des dilemmes de sécurité dans la péninsule coréenne. La présence de la communauté internationale dans la péninsule est importante, a-t-il continué, puisqu'elle assure la prospérité et la sécurité de la ROK. L'ensemble de l'Asie du Nord-Est est d'une importance capitale pour les pays contribuant à l'UNC. Au regard de la menace croissante représentée par les moyens asymétriques de la DPRK et de son programme visant à développer les armes destructions massives (ADM), le soutien de la communauté internationale compte plus que jamais.

23. L'après-midi suivant la rencontre avec le commandement des forces conjointes U.S.-ROK et l'USFK, la délégation a été escortée au Panmunjeom de la Zone coréenne démilitarisée (DMZ), où elle a reçu de nouvelles informations et effectué une visite.

## VI. LA CORÉE DU SUD AUJOURD'HUI

24. Comme la délégation l'a appris auprès des intervenants de l'ambassade de France, l'histoire de la ROK est source d'inspiration. Des ruines de la guerre de Corée à la moyenne puissance dynamique qu'elle est aujourd'hui, son ascension a connu trois phases distinctes : une première phase d'industrialisation et de développement économique, suivie par l'instauration de la démocratie et par les efforts actuels pour mettre en place un système de protection sociale en phase avec le statut international acquis par la nation. Aujourd'hui, la Corée du Sud est la 11<sup>e</sup> puissance mondiale, un leader en matière de technologie et a développé une économie d'échange dynamique.

25. Selon l'un des intervenants, le pays cherche à contribuer aux politiques mondiales de commerce et d'aide. Dans le domaine de la sécurité, le président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Kim Young-woo, a déclaré à la délégation que la Corée voulait également être exportateur mondial de sécurité, et non importateur. Par conséquent, la ROK n'est pas uniquement puissante chez elle, a affirmé l'intervenant, elle cherche sans cesse à élargir son rayon d'influence en matière de paix mondiale et d'opérations de sécurité – ce qu'il appelle le « leadership des moyennes puissances ».

26. La ROK est également de plus en plus à même de jouer un rôle important sur le plan international – la nation se classe désormais à la 10<sup>e</sup> place mondiale pour les dépenses en matière

de défense, et subventionne la 6<sup>e</sup> armée mondiale. Comme l'ont déclaré des représentants de la commission nationale de la défense de la ROK à la délégation, la ROK a augmenté son budget de défense de 6,9 % en 2018, dont 30 % seront consacrés à l'amélioration de ses forces.

27. La délégation a eu l'occasion de découvrir plus amplement et de visiter les locaux du groupe Hanwha, l'un des principaux fournisseurs militaires en Corée du Sud et un leader dans plusieurs secteurs du marché de la défense nationale sud-coréenne, avec des revenus atteignant 3 800 000 USD l'an dernier. La compagnie est spécialisée dans les munitions à guidage de précision, les plateformes terrestres (systèmes d'artillerie, véhicules sans conducteur, systèmes de défense antiaériens et lanceurs), et l'électronique de défense.

28. Les efforts déployés à l'international par la Corée du Sud pour apparaître comme une nation stable et prospère contribuant à la paix et à la stabilité mondiale trouveront une vitrine lors des Jeux olympiques d'hiver de 2018.

## **VII. SUR LE TERRAIN EN CORÉE**

29. La délégation a reçu un bon accueil de ses interlocuteurs du ROK. Comme Chung Sye-Kyun, le président de l'Assemblée nationale de la ROK, lui a déclaré : « Votre présence en Corée aujourd'hui prouve que la communauté internationale reste ferme et soutient la République de Corée par ces temps de tensions accrues. »

30. La délégation a également accordé une importance toute particulière à témoignage de la solidarité interparlementaire vis-à-vis la ROK, qui traverse une période extrêmement difficile en matière de sécurité dans la péninsule. Comme l'a noté le président de l'AP-OTAN, Paolo Alli : « Le travail de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est basé sur des principes de transparence et de dialogue, nous sommes en Corée non seulement pour comprendre les dilemmes que traverse actuellement la péninsule coréenne, mais aussi pour encourager de nouvelles initiatives diplomatiques internationales pouvant résoudre la crise actuelle ». Le président de la DSCFC et chef de la délégation, Xavier Pintat, a également rappelé qu'à travers la visite de cette dernière, l'AP-OTAN voulait lui exprimer son soutien : « Nous sommes convaincus que le traité de non-prolifération et l'engagement pour une péninsule coréenne exempte d'armes nucléaires conservent toute leur pertinence », a-t-il déclaré aux membres de la commission de la défense de l'Assemblée nationale coréenne.

31. Dans ses remarques à M. Chung, le président Alli a insisté sur le fait que dans cet environnement international sécuritaire complexe, la sécurité de la péninsule coréenne avait également un fort impact sur celle de l'OTAN. « Il est important que nous le comprenions tous et que nous travaillions ensemble sur une façon de promouvoir la paix et la sécurité dans toute la région Asie-Pacifique ». Tous les interlocuteurs ont souligné le rôle primordial de la communauté internationale, et particulièrement celui des Alliés, dans le maintien des régimes de sanctions actuels contre la DPRK, seul moyen réellement efficace disponible pour forcer Pyongyang à revenir à la table des négociations. Dès lors, ils se sont tous accordés à espérer qu'une diplomatie appuyée par une communauté internationale volontaire montrerait à la DPRK que la seule issue est d'abandonner ses programmes nucléaires et de systèmes de missiles et de sortir du « froid » de l'isolement international, pour s'engager dans l'économie régionale et mondiale de manière responsable, ce qui bénéficierait à l'ensemble de sa population.